



CHAPITRE 42

CHAPTER 42

Loi modifiant le Code de procédure civile An Act to amend the Code of Civil Procedure

[Sanctionnée le 5 mars 1959]

[Assented to, the 5th of March, 1959]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

C.P.C.,
a. 697,
am.

1. L'article 697 du Code de procédure civile, modifié par l'article 5 de la loi 1 George V (1910), chapitre 42, par l'article 1 de la loi 25-26 George V, chapitre 102, par l'article 6 de la loi 3 George VI, chapitre 96, par l'article 6 de la loi 4 George VI, chapitre 70, par l'article 12 de la loi 7 George VI, chapitre 47, et par l'article 3 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 45, est de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Aucun employeur ne peut, sous peine de tous dommages par là causés à un employé, le congédier ou le suspendre pour le seul motif que son salaire a été l'objet d'une saisie-arrêt."

Id.,
c. 697h,
am.

2. L'article 697h dudit code, édicté par l'article 7 de la loi 3 George VI, chapitre 96, remplacé par l'article 10 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 45, est de nouveau modifié en y insérant, après le premier alinéa, le suivant:

"Si cependant, au terme d'un trimestre, le montant total des sommes déposées n'atteint pas dix pour cent du total des réclamations, le greffier peut différer la distribution jusqu'à ce que le montant des dépôts atteigne cette proportion, sauf dans le cas où le débiteur a cessé de déposer; mais dans aucun cas il ne peut

C.C.P.,
a. 697,
am.

1. Article 697 of the Code of Civil Procedure, amended by section 5 of the act 1 George V (1910), chapter 42, by section 1 of the act 25-26 George V, chapter 102, by section 6 of the act 3 George VI, chapter 96, by section 6 of the act 4 George VI, chapter 70, by section 12 of the act 7 George VI, chapter 47, and by section 3 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 45, is again amended by replacing the last paragraph by the following:

"No employer shall, on pain of all damages thereby caused to an employee, dismiss or suspend him solely because his salary has been seized by garnishment."

Id.,
a. 697h,
am.

2. Article 697h of the said code, enacted by section 7 of the act 3 George VI, chapter 96, replaced by section 10 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 45, is again amended by inserting therein, after the first paragraph, the following:

"If however, at the end of a period of three months, the total amount of the sums deposited is less than ten per cent of the total of the claims, the clerk may defer the distribution until the amount of the deposits reaches that percentage, except in the case where the debtor has ceased to deposit; but in no case shall he

le différer pendant plus de trois mois additionnels.”

defer it for more than three additional months.”

C.P.C.,
a. 1131,
aj.

3. Ledit code est modifié en y ajoutant, après l'article 1130, le suivant:

3. The said code is amended by adding thereto, after article 1130, the following: C.C.P.,
a. 1131,
added.

“1131. Dans toute cause résultant d'un accident dans lequel est impliqué un véhicule automobile, le défendeur peut faire valoir, par sa défense, toute réclamation lui résultant du même accident, pourvu qu'elle n'excède pas la juridiction du tribunal.

Celui-ci adjuge alors sur les deux demandes en même temps et, s'il les maintient toutes deux, il les déclare compensées jusqu'à concurrence du montant de la moindre des deux condamnations.

Les articles 217, 218 et 219 ne s'appliquent pas aux causes visées par le présent article.”

“1131. In any case resulting from an accident in which a motor vehicle is involved, the defendant may set up, in his defence, any claim accruing to him from the same accident, provided that it does not exceed the jurisdiction of the court.

The court then adjudicates upon both claims at the same time and, if it maintains both, declares them compensated up to the amount of the lesser of the two condemnations.

Articles 217, 218 and 219 do not apply to cases provided for by this article.”

Id.,
a. 1223,
am.

4. L'article 1223 dudit code, remplacé par l'article 19 de la loi 10 George V, chapitre 79, modifié par l'article 4 de la loi 23 George V, chapitre 112, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

“2. Dans les quinze jours de la production du dossier conjoint, l'appellant doit produire au greffe, en dix exemplaires, un mémoire, imprimé ou dactylographié, exposant les questions de droit et de fait sur lesquelles il s'appuie et en délivrer sans délai une copie à l'intimé.

Dans les quinze jours de la réception de cette copie, l'intimé doit produire au greffe, en dix exemplaires, son propre mémoire et en délivrer sans délai une copie à l'appellant.

Celui-ci peut, dans les dix jours suivants, produire au greffe, en dix exemplaires, une réplique dont il doit délivrer sans délai une copie à l'intimé.

Ces mémoires consistent en des propositions exposées aussi brièvement que possible, avec référence aux autorités et aux pages de la preuve sur lesquelles ces propositions s'appuient.

La réplique doit aussi être rédigée en propositions aussi brèves que possibles et tendre uniquement à repousser les moyens de l'intimé, sans en soulever de nouveaux et sans entrer dans une nouvelle argumen-

4. Article 1223 of the said code, replaced by article 19 of the act 10 George V, chapter 79, and amended by section 4 of the act 23 George V, chapter 112, is again amended by replacing paragraph 2 by the following: Id.,
a. 1223,
am.

“2. Within fifteen days after the filing of the joint record, the appellant must file in the court office, in six copies, a printed or typewritten memorandum stating the questions of law and of fact upon which he relies, and deliver forthwith a copy thereof to the respondent.

Within fifteen days after receipt of such copy, the respondent must file at the court office, in ten copies, his own memorandum and deliver forthwith a copy thereof to the appellant.

The appellant, within the ensuing ten days, may file in the court office, in ten copies, an answer of which he must deliver a copy forthwith to the respondent.

Such memoranda shall consist of propositions stated as briefly as possible, with references to the authorities and to the pages of the evidence on which such propositions are based.

The answer must also be drawn up in the form of propositions as brief as possible and designated solely to rebut the respondents' grounds, without raising others or engaging in further argument in support

tation à l'appui des moyens exposés dans le mémoire principal de l'appelant.

Si l'appelant ne produit pas son mémoire dans le délai prescrit, l'appel peut être déclaré déserté, avec dépens contre lui; si c'est l'intimé qui est en défaut à cet égard, l'appel peut être entendu *ex parte*.

Appels
pendants.

5. Les dispositions de l'article 4 ne s'appliquent pas aux appels pendants devant la Cour du banc de la reine lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

of the grounds raised in the appellants principal memorandum.

If the appellant does not file his memorandum within the prescribed delay, the appeal may be declared abandoned, with costs against him; if the respondent is in default so to do, the appeal may be heard *ex parte*.

5. The provisions of section 4 shall not apply to appeals pending before the Court of Queen's Bench at the time of the coming into force of this act. Pending appeals.

6. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.